



Appui à la résilience des populations et à la cohésion intercommunautaire au niveau des territoires transfrontaliers.

# PROJET PARCIT

## CONTEXTE ET ENJEUX

En Afrique de l'Ouest, depuis 2012, la dégradation du contexte sécuritaire ne cesse de s'étendre : du Nord-Mali au Centre Mali, puis au Burkina-Faso, au Niger et maintenant dans toute la bande transfrontalière entre le sud des pays Sahéliens et le nord des pays du Golfe de Guinée. La zone transfrontalière, comprenant la région Centre-Est du Burkina-Faso, la région des Savanes au Togo et le département de l'Atacora au Bénin, ne fait malheureusement pas exception. Plusieurs Groupes Armés Non Etatiques (GANE) ont investi des territoires, souvent dans les zones de réserves naturelles, et mènent des opérations de déstabilisation des forces armées républicaines et de prédatations sur les populations locales. Tout en évitant toute généralisation simpliste qui ne rendrait pas compte de la complexité des contextes, la plupart des analyses travaillant sur cette pénétration problématique des GANE et cette expansion de l'insécurité mettent en exergue 3 facteurs explicatifs structureux :

- Fragilités socio-économiques** : Des territoires ruraux enclavés et historiquement sous-investis, sont fragilisés par l'insécurité et les déplacements de populations, et connaissent une dégradation des services, des filières agricoles et de la sécurité alimentaire, affaiblissant la résilience des populations et facilitant l'implantation des GANE.
- Instrumentalisation des conflits** : Les groupes armés exploitent et amplifient les conflits locaux liés à la gestion des ressources agricoles et pastorales, accentuant les clivages communautaires, ce qui alimente les violences, les déplacements et la fragilisation des économies territoriales.
- Gouvernance territoriale** : La faible association des collectivités locales et l'absence de planification territoriale cohérente limitent l'efficacité de l'action publique, créent des interventions fragmentées et laissent un espace d'influence aux GANE.

## DESCRIPTION DU PROJET

L'objectif général du PARCIT est de renforcer durablement la résilience des populations vivant dans les zones transfrontalières du Bénin, du Togo et du Burkina Faso. Face à des territoires marqués par de fortes vulnérabilités économiques, sociales, alimentaires et sécuritaires, le projet ambitionne de favoriser une compréhension partagée des risques, de soutenir une économie locale dynamique et inclusive, et de promouvoir une gestion concertée et durable des ressources et des territoires.

Renforcer les capacités de résilience des populations des zones transfrontalières par une compréhension partagée des risques et vulnérabilités, une économie dynamique et diversifiée et une gestion durable des territoires

	<b>LOCALISATION</b> <b>Bénin, Burkina Faso, Togo.</b>
	<b>DOMAINES D'INTERVENTION</b> <b>Agropastoralisme</b> <b>Formation et insertion professionnelle</b> <b>Systèmes alimentaires et écosystèmes</b>
	<b>PÉRIODE D'EXÉCUTION</b> <b>Décembre 2025 – Juin 2029</b> (42 mois)
	<b>PARTENAIRE FINANCIER</b> <b>Union européenne</b>
	<b>BUDGET GLOBAL</b> <b>10 000 000€</b>



Financé par  
l'Union européenne

**AIRFRANCE**

Le projet s'articule autour de quatre axes d'intervention principaux :

- Permettre une meilleure compréhension locale des enjeux territoriaux et transfrontalières, agricoles et pastoraux** par les acteurs locaux et transfrontaliers, à travers des outils d'analyse, de dialogue multi-acteurs et de systèmes d'information territoriaux et transfrontaliers.
- Soutenir des filières agropastorales durables et créatrices de cohésion territoriale** en améliorant la productivité, la valorisation des productions et l'accès aux marchés, tout en conciliant durabilité économique et cohésion sociale.
- Faciliter l'insertion socio-économique de jeunes vulnérables** grâce à des dispositifs de formation adaptés aux publics et aux territoires, combinant compétences techniques, entrepreneuriat et accompagnement vers l'emploi ou des activités génératrices de revenus.
- Renforcer les dynamiques locales et la collaboration transfrontalière sur les enjeux territoriaux** en consolidant les plans territoriaux, les mécanismes de financement local et les cadres de concertation entre acteurs pour un développement cohérent et pérenne des territoires.

## PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS

Les acteurs locaux (Organisation de la Société Civile, Collectivités Territoriales et Services Techniques de l'Etat, Organisations professionnelles de la Filière) au niveau territorial et transfrontalier ont une meilleure compréhension et maîtrise des dynamiques agricoles, pastorales et alimentaires :

**Organisation de 99 débats** sur le commerce du bétail et sur les dynamiques de conflits et de cohésion sociale ; **formation de 111 personnes** sur l'accompagnement des autorités locales, sur le SIG (Système d'Information Géographique) et sur la digitalisation de la collecte d'information ; **renforcement de 101 relais de veille** ; **organisation de 11 ateliers** annuels territoriaux et de dissémination des résultats TTT (Transhumance Tracking Tool).

**Les filières agro-pastorales sont renforcées, conciliant productions durables, débouchés commerciaux et cohésion sociale sur les territoires :**

**Appui de 85 organisations de producteurs** qui favoriseront l'inclusion socio-économique des déplacés, réfugiés et familles hôtes ; **remise de 2 125 kits d'appui** aux producteurs ; **formation et appui de 135 producteurs** pour la diversification de leur activité professionnelle ; **organisation de 16 ateliers** de mise en réseau ; **mise en production de 19 parcelles fourragère** ; installation de 3 services vétérinaires privés ; **appui de 4 campagnes de vaccination annuelle** ; **construction de dépôts d'aliment bétail**, de 6 parcs de vaccination, de 5 aires de repos et pâture, de 11 points d'eau, de 2 tronçons de piste d'environ 30 km et 90 km balisés, de 2 quais d'embarquement, de 3 marchés à bétail, de 2 mini-laiteries, de 19 magasins de stockage, d'1 unité de transformation et 5 renforcées.

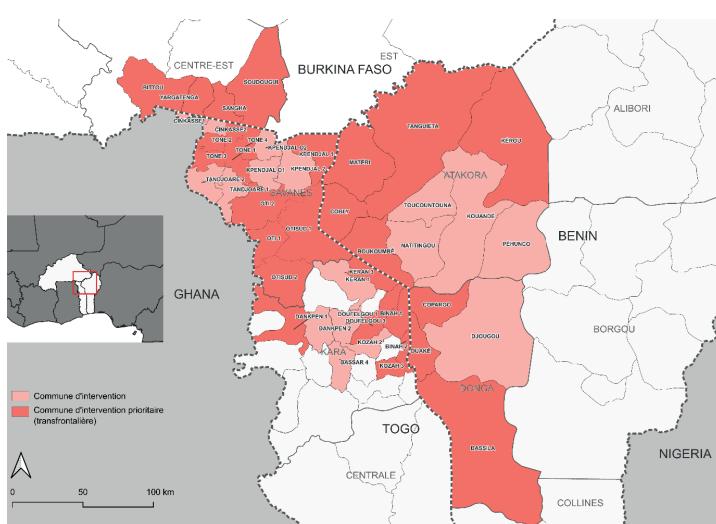
**L'insertion socio-économique des jeunes vulnérables est facilitée grâce à la mise en place de dispositifs de formation-insertion adaptés aux publics et aux territoires.**

**Formation et accompagnement à l'insertion de 595 jeunes** dans les métiers du secteur primaire (élevage, transformation, réparation et entretien de matériel agricole), et secondaire (maçonnerie, électricité, peinture) ; **appui de 4 centres de formation** et **renforcement de 16 formateurs**.

**Les acteurs locaux s'investissent dans un développement cohérent et pérenne des territoires transfrontaliers en faveur de leurs populations.**

**Réalisation et actualisation d'au moins 3 plans d'aménagements pastoraux** ; réalisation de 3 Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) ; mise en place d'**1 fonds incitatif** soutenant la professionnalisation de projets alimentaires et d'**1 Fonds d'Intervention Localisé** permettant de répondre à des situations d'urgence ; mise en place d'**1 comité pluri-acteurs** d'affectation des fonds ; organisation de **sessions bilatérales ou trilatérales entre acteurs des marchés de bétail**.

## ZONE D'INTERVENTION DU PROJET



## PARTENAIRES LOCAUX



## BÉNÉFICIAIRES DU PROJET



**Bénéficiaires directs** : au moins **47 554 personnes**. Les principaux groupes cibles du projet sont les agriculteurs, éleveurs et agropasteurs les plus modestes. Le PARCIT concentre son action dans les zones rurales transfrontalières, où l'accès aux services, aux aménagements, aux intrants et aux informations reste particulièrement limité.

**Bénéficiaires indirects** : **1 600 000 personnes**, soit **40% de la population répartie sur l'ensemble des territoires d'intervention**, bénéficieront directement ou indirectement des effets à long terme du projet, qu'elles soient ciblées ou non par les actions. Les populations des zones d'intervention profiteront d'un meilleur approvisionnement en produits agricoles et d'élevage, d'un environnement plus résilient face aux changements climatiques, ainsi que d'une cohésion sociale renforcée et d'une meilleure compréhension des enjeux territoriaux.



Acting for Life élaboré ses projets en prenant en compte les Objectifs de développement durable (ODD) définis par l'Organisation des Nations unies. Ce projet vise les ODD ci-dessus.